

# Enjeux et défis politiques, économiques et sociaux en Méditerranée

La Méditerranée est reconnue comme une zone de fractures et de tensions, quand ce ne sont pas des crises.

Le défi principal dans cette région est bien évidemment, ainsi que nous le rappellent les divers projets pour la Méditerranée, de remédier à ce constat catastrophique en s'efforçant d'y faire émerger la paix et la stabilité. Les pays de l'Est et du Sud méditerranéens sont plus particulièrement concernés, du fait de la répartition des crises. L'avenir de la rive nord dépend, cependant, étroitement du devenir de cette région.

Mais la situation y est si complexe que parfois la tentation est forte de vouloir résoudre les effets, en omettant les causes.

Le fondement de la paix et de la stabilité réside, à l'évidence, dans les conditions de vie des populations. La misère ou la pauvreté sont les sources de bien des maux. Au-delà des soulèvements populaires qu'elles peuvent engendrer, elles conduisent souvent les dirigeants à chercher, dans des aventures extérieures, les réponses qu'ils ne sont pas capables d'apporter à leur peuple. Certes le bien être matériel ne suffit pas, et l'homme a besoin de liberté tant physique qu'intellectuelle sans lesquelles sa vie perd de son sens. Mais cette liberté s'acquiert d'autant plus facilement que l'essentiel est assuré.

L'enjeu primordial est donc de permettre à chaque individu méditerranéen de vivre dignement sur le plan matériel.

D'autres enjeux apparaissent ensuite très vite, complémentaires du premier, ne serait-ce que parce que les pays méditerranéens vivent dans un monde global qui leur permet à la fois de comparer et d'apprécier leur situation par rapport à celle de leurs contemporains.

Enfin, le dernier enjeu concerne, non plus l'individu, mais la communauté dans sa relation avec les autres nations.

## 1 – Les enjeux vitaux

Pour vivre dignement, il faut en avoir les moyens et donc disposer de ressources. Ceci présuppose d'avoir du travail. Mais faut-il encore que ces ressources vous permettent de vous alimenter et que l'eau, indispensable à la vie, reste disponible.

**L'emploi** est donc le premier défi.

En Méditerranée, en 2008, 32.7 % de la population des pays tiers méditerranéens a moins de 15 ans et ces jeunes vont arriver sur le marché du travail. Les experts<sup>1</sup> prévoient que pour contenir le chômage, dans ces pays, à son niveau actuel, soit 16% ce qui est déjà difficilement supportable, il conviendrait de créer durant les 15 années à venir, 35 millions de nouveaux emplois.

Pour cela, il serait nécessaire d'établir des taux de croissance du PIB de l'ordre de 7 à 8% par an alors que, durant ces dernières années, cet accroissement a été de 4% en moyenne.

---

<sup>1</sup> Rapport Femise 2006

Les **prix alimentaires** constituent le deuxième défi.

En effet, une crise se développe aujourd'hui qui n'épargne pas la Méditerranée : les coûts des denrées alimentaires de base<sup>2</sup> atteignent des niveaux qui rendent de plus en plus difficile la vie quotidienne des plus démunis. La faim est de retour parmi ces populations et ceci entraîne bien sûr des révoltes dont on a déjà pu constater l'émergence au Maroc, en Égypte et en Mauritanie (avril 2008) mais aussi des soulèvements contre la cherté de la vie et notamment des produits alimentaires de base comme en Algérie (Oran, en mars 2008).

Le troisième défi, relève de **l'accès à l'eau**

Et tout d'abord à l'eau de consommation mais également à l'eau d'irrigation.

Un grand nombre de pays riverains de la Méditerranée<sup>3</sup> connaissent de très grosses difficultés en termes de ressources en eau. Celles-ci vont encore s'accroître, à la fois du fait de l'accroissement de la population et des changements de modes de vie mais aussi du développement du tourisme.

Le niveau de pression des demandes sur les ressources peut être appréhendé de manière très grossière, mais indicative, par l'indice d'exploitation des ressources naturelles renouvelables<sup>4</sup> (ratio « prélèvements sur les ressources en eau naturelles renouvelables/ ressources en eau naturelles renouvelables moyennes »). Trois pays se situent au dessus de 75 % et quatre entre 50 et 75%. Ce niveau étant appelé à s'élever, ces pays seront conduits à faire appel à d'autres sources « non conventionnelles ».

Cette perspective impose, bien sûr, d'apporter des solutions à cette carence annoncée.

\*\*\*

Ces trois enjeux apparaissent bien centraux car ils conditionnent la vie des populations méditerranéennes considérées. Les solutions à apporter ne sont, bien évidemment, pas simples et nécessitent, sans aucun doute, une coopération internationale. Il faut cependant admettre qu'il conviendrait d'y apporter la première des attentions avant toute autre considération. Toute l'énergie des pays concernés devrait s'y appliquer, tandis que les autres pays de la région, devrait y apporter leur contribution en priorité.

---

<sup>2</sup> L'indice FAO du coût du riz à l'exportation est passé de 129 en janvier 2007 à 21 en janvier 2008, celui des céréales de 138 à 283

<sup>3</sup> En 2000, 130 millions de Méditerranéens (la population totale est de 427 millions) vivaient dans des pays «pauvres en eau » (moins de 1000 m3/habitant/an) ; 45 millions vivaient dans une situation de « pénurie d'eau » (moins de 500 m3/habitant/an). Aujourd'hui, 30 millions de Méditerranéens n'ont pas accès à l'eau salubre, notamment dans les pays du Sud et de l'Est de la région et 27 millions sont privés d'un système d'assainissement adéquat. Selon des estimations, le nombre de personnes vivant en situation de pénurie d'eau s'accroîtra à 63 millions d'ici 2025. (Conférence à l'UNESCO à Paris le 29 mai 2008).

4 - Extrait du rapport 2006 du Plan bleu

- Un premier groupe de pays, dont les prélèvements en eau avoisinent, voire même excèdent le volume annuel moyen de ressources naturelles renouvelables (ratio voisin ou supérieur à 75%) rassemble l'Égypte, Israël, la Libye. Ils seront rejoints, en 2025, par les Territoires palestiniens. Tous ces pays sont déjà en situation de très forte tension sur leurs ressources naturelles et couvriront une part croissante de leurs demandes à partir d'autres sources « non-conventionnelles ».
- Un deuxième groupe de pays, dont les demandes totales représentent une part croissante du volume annuel moyen de ressources naturelles renouvelables, mais qui restera comprise entre 50 et 75% d'ici 2025 : Malte, Syrie, Tunisie.
- Un troisième groupe de pays, dont le ratio est compris entre 25 et 50%, qui peuvent connaître toutefois des tensions locales ou conjoncturelles : Liban, Chypre, Maroc rejoints par la Turquie et l'Algérie d'ici 2025.

C'est sur ces trois axes que devrait se focaliser la coopération internationale ainsi que les demandes des pays du Sud et de l'Est méditerranéens.

## 2 – Les enjeux pour accéder au niveau de sociétés développées

Lorsqu'une vie digne lui est assurée, l'Homme aspire légitimement à progresser et à participer à la vie commune. Cette participation implique certaines libertés. Ces aspirations ne peuvent être satisfaites que si la communauté lui accorde les moyens de les exercer.

Le quatrième défi est celui de **l'éducation**.

Dans ce domaine, la fracture entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée est source de tensions et de difficultés, elle entretient le fossé économique, conforte les archaïsmes et nourrit les frustrations. L'insuffisance d'accès à la connaissance interdit la formation indispensable au progrès. Elle enferme les populations dans un monde clos et crée des rancœurs car elle est source d'insatisfactions. De ce point de vue les différents apports annuels du PNUD sont éloquentes.

Ce constat s'aggrave encore lorsque les moyens de communication existants, tels les médias ou internet, permettent aux uns de connaître les conditions de vie des autres et de constater qu'elles lui restent durablement inaccessibles.

Le cinquième défi porte sur la **gouvernance**

Une fois l'essentiel assuré, le citoyen souhaite pouvoir influencer son destin et, pour cela, s'impliquer dans la vie de la communauté. Les gouvernants se doivent alors d'organiser l'exercice du pouvoir et la société selon des voies qui ouvrent cette possibilité, tout en éduquant les populations pour qu'elles disposent d'un libre arbitre suffisant.

La paix sociale, dans un monde globalisé où chacun peut observer ce qui se passe ailleurs, est à ce prix.

Le sixième défi porte sur les **libertés**.

Lié au précédent, celui-ci en est aussi la conséquence. La capacité à participer à l'organisation et au fonctionnement de la société et du pouvoir induit l'aspiration à l'information libre et ouverte ainsi qu'au respect des différences. Les critères déterminants, en la matière, portent notamment sur la capacité de la presse à s'exprimer, sur la tolérance des pratiques religieuses et sur l'autonomie des femmes.

S'il est certain que la concession des libertés doit se faire avec prudence et circonspection, dans le respect des cultures et de la maturité politique des populations, elle est à la fois inévitable et nécessaire. Elle conditionne et accompagne le développement partagé et durable.

\*\*\*

Ces trois enjeux sont imposés par l'impossibilité des nations à vivre en autarcie et la nécessité vitale qu'elles ont à s'intégrer dans un monde global, multiple et fait de diversités. De fait, lorsque l'essentiel est assuré, le progrès s'acquiert par la confrontation et l'échange sur le grand « marché » du monde dans le respect des règles et des principes qui permettent des relations fructueuses.

Certes il convient de préserver sa culture et son identité et de ne pas les sacrifier à un modèle dominant imposé de l'extérieur mais il importe tout autant de savoir trouver les voies d'une adaptabilité qui autorise cet accès au progrès, et donc au développement.

C'est dans ces trois directions que devraient se focaliser les responsables des pays méditerranéens, sans doute en concertation, pour conduire leurs peuples vers le développement auquel ils aspirent.

## 2 – Les enjeux de relations internationales

Lorsque les défis précédents sont surmontés, les conditions intérieures du développement de la paix et de la prospérité sont en grande partie remplies.

Cependant, celles-ci peuvent encore être soumises à des menaces extérieures. Un nouveau défi doit alors être pris en compte, celui de **la paix régionale**. Celle-ci ne peut être obtenue, sauf à se soumettre à la volonté d'une puissance unique impériale, que par la concertation et la coopération internationale fondée sur la conviction de l'existence d'une solidarité globale.

Le succès de cette coopération repose alors sur la confiance et le respect réciproque qui présuppose que les conditions précédentes soient déjà, en partie au moins, réalisées. A défaut, les nations « développées » instrumentaliseront les autres nations au profit de leur seule sécurité, sans équité ni partenariat réel, dans la défiance et la suspicion. En effet, des relations confiantes ne peuvent s'établir que si des objectifs communs sont identifiés, des règles de comportement acceptées et un cadre juridique reconnu, dans une transparence indispensable.

\*\*\*

Ce dernier défi consiste donc, pour un pays, à intégrer la communauté internationale en tant qu'acteur responsable et fiable, respectueux des règles communes afin de pouvoir contribuer pleinement -et non pas seulement comme un supplétif requis pour ses apports ponctuels potentiels- à la sécurité globale régionale : lutte contre le terrorisme, protection de l'environnement, lutte contre les trafics, maîtrise des épidémies, etc. ..

En bref, être reconnu comme un partenaire fiable, respecté et digne de confiance.

## 3 – Conclusions

Trois enjeux de survie, trois enjeux pour accéder au statut de société développée et enfin un enjeu de reconnaissance internationale. Une telle feuille de route soulève aussitôt la question du comment faire ?

Là, n'est pas le sujet fixé pour cette intervention, mais quelques pistes peuvent cependant être suggérées.

Concernant **l'emploi**, il apparaît que celui-ci est largement conditionné par une meilleure aptitude à recevoir des investissements étrangers qui constituent un moteur important de la croissance des économies des pays en voie de développement. Cette amélioration implique, comme le suggère l'économiste Jacques Ould-Aoudia<sup>5</sup> :

- 1) d'élargir les marchés du Sud pour éviter le cloisonnement sud-sud des économies ;
- 2) d'améliorer l'adéquation des qualifications de la main-d'œuvre avec les besoins des firmes ;
- 3) d'accroître la densité de l'environnement des entreprises (fournisseurs locaux, sous-traitants, co-traitants, etc.) ;
- 4) d'inciter les entreprises à ouvrir leur capital aux capitaux locaux ou étrangers ;

Pour les **prix alimentaires**, l'urgence est à soutenir l'agriculture et à favoriser le développement de nouvelles zones d'exploitations, en faisant probablement appel à des

---

<sup>5</sup> Extrait du rapport « Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens » - 2006 – Jacques Ould Aoudia – économiste

techniques modernes améliorant l'efficacité et le rendement (nouvelles espèces, mécanisation, arrosage etc)

**Pour l'eau**, il convient tout d'abord d'économiser en modifiant les habitudes (irrigation, gaspillage, ..) et en évitant les projets faisant appel à une consommation excessive (parcours de golf, installation touristique dispendieuse, décoration de jardins ..). Mais il importe aussi de lancer des programmes de rénovation des réseaux, tout en investissant dans de nouvelles ressources pour les besoins futurs.

**Pour l'éducation**, il semblerait utile de faire effort sur la formation professionnelle, notamment des métiers d'artisans, des services, du tourisme et de la réparation.

**Pour la gouvernance**, la solution relève de choix politiques, mais une approche prudente pourrait passer par un effort sur le droit associatif et l'évolution des conditions de création et d'existence des associations.

**Pour les libertés**, la question est évidemment délicate. Pierre Kropotkine, géographe communiste et anarchiste disait que « les libertés ne se donnent pas mais se prennent ». Il conviendrait que les pays concernés trouvent les voies et les moyens pour faire mentir cette citation de la fin du XIXème siècle. C'est un exercice délicat que bien peu de nations ont su conduire pacifiquement.

Enfin, la contribution à l'émergence et au maintien de la **paix régionale** passe sans aucun doute par le soutien et la participation à de grands projets internationaux, dans des domaines qui peuvent être très différents les uns des autres, mais qui tous sont porteurs de confiance, de meilleure compréhension réciproque et d'esprit de solidarité.

Le Processus de Barcelone, sous réserve de développer l'esprit et des modalités de partenariat réel, en est le premier instrument. Le 5+5, notamment son volet sécurité, en constitue l'un de ses outils. Demain, l'Union pour la Méditerranée peut en être un autre composant efficient.

Il importe de faire comprendre que cette région est interdépendante, pour le meilleur et pour le pire et que ce sont les riverains qui décideront entre les deux.

Tunis, le 30 mai 2008  
Contre-amiral (2S) Jean François Coustillière  
Président du Conseil d'orientation d'Horizons Méditerranée